



LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LICOCO

14, Av. Loango, Quartier 1, Commune de N'djili-Kinshasa/RDC

Référence : Boulevard Kimbuta, Arrêt Bar Grand Libulu

Tél + 243 81 60 49 837 ou + 243 89 89 72 130

Email. licocordc@gmail.com

www.licocordc.org

PLAN STRATEGIQUE

2019-2023

*Facilitation du
bureau
ADECOS Mokili-Mwinda*

Septembre 2018

TABLES DES MATIERES

SIGLES ET ABBREVIATIONS	3
RESUME EXECUTIF	4
I. PRESENTATION DE LA LICOCO	5
I.1. Genèse (Historique).....	5
I.2. Vision de la LICOCO	5
I.3. Mission de la LICOCO	5
I.4. Axes d'interventions.....	5
II. METHODOLOGIE ET ETAPES D'ELABORATION	6
III. ANALYSE DU CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PLAN STRATEGIQUE.....	8
III.1. Analyse des problèmes	8
III.2. Analyse FFOM (Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces)	8
III.3. Défis majeurs persistants.....	9
IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PLAN 2019 - 2023.....	10
IV.1. Actualisation de la vision et de la mission	10
IV.2. Changements majeurs.....	10
IV.3. Axes stratégiques	10
IV.4. Objectifs.....	11
IV.5. Résultats	11
IV.6. Principaux indicateurs et sources de vérification	12
IV.7. Hypothèses et analyse des risques	13
IV.8. Principales activités	14
IV.9. Cadres logiques	16
IV. 10. Mise en œuvre : coordination, financement, suivi et évaluation.	25
IV.11. Chronogramme	28
IV.12. Cadre des ressources.....	32
CONCLUSION	38

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement

ANE : Acteurs Non Etatiques

APA : Autorités Politico – Administratives

CA : Conseil d'Administration

CAJAC : Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne

CAP : Comportement Attitudes et Pratiques

FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces

J.O. : Journal Officiel

LICOCO : Ligue Congolaise de lutte contre la Corruption

ONGD : Organisation non Gouvernementale de Développement

OSC : Organisation de la Société Civile

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication

PS : Plan Stratégique

PV : Procès-Verbal

RDC : République Démocratique du Congo

TdR : Termes de Référence

TI : Transparency International

RESUME EXECUTIF

Créée en 2004 par quelques fondateurs épris de justice sociale et soucieux de l'ampleur que revêt de la corruption en RDC, la LICOCO vient d'achever la mise en œuvre de son premier plan stratégique 2008-2016.

La LICOCO est depuis lors devenue une organisation incontournable dans le domaine de lutte contre la corruption en RDC. Son expertise et son engagement sont devenus une référence, tant au niveau national qu'international. Elle est membre de Transparency International, qui est un mouvement mondial contre la corruption, actif sur le terrain dans plus de 100 pays.

Le fonctionnement historique du bureau de la **LICOCO** repose sur la forte implication de quelques membres fondateurs dans les activités opérationnelles. Ce fonctionnement n'est plus adapté à la nouvelle dimension du bureau national. Des Bureaux provinciaux naissent pour répondre aux nouveaux défis.

Le développement de nouvelles thématiques liées au réchauffement climatique, à la gestion des ressources naturelles et au secteur de mines, l'expansion même de la corruption dans presque tous les secteurs de la vie nécessite la prise en compte de tous les acteurs sociaux, politiques et économiques dans la lutte contre la corruption et l'impunité.

ADECOM MM a accompagné la LICOCO dans l'élaboration d'une vision à moyen terme servant de cadre à la mise en œuvre de ce changement. C'est ce qui explique l'impératif pour la LICOCO de se doter d'un nouveau plan stratégique qui dessine ce changement.

Pour déterminer la stratégie à mettre en place, les axes suivants ont été pris en compte :

- **L'appui institutionnel** : cet axe met l'accent sur le renforcement des capacités de la LICOCO des membres et la structure LICOCO à travers le fonctionnement efficace des organes et sa représentativité nationale ;
- **Le plaidoyer et lobbying auprès des autorités politico administratives (APA)** : il s'agit de toutes les actions en vue de la prévention de la corruption et de l'application des lois et mettre fin à l'impunité;
- **La Mobilisation sociale et partenariat** : À travers cet axe, la LICOCO poursuivra les campagnes et renforcera son partenariat avec tous les acteurs de lutte en assurant la protection des activistes anti-corruption. La LICOCO devra également renforcer et promouvoir le partenariat avec les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé ;
- **La mobilisation de ressources nécessaires** à la mise en œuvre du plan stratégique et au fonctionnement institutionnel de la LICOCO tout en promouvant le fundraising ;
- **La recherche, documentation et publication** : en vue vulgariser les connaissances et de partager l'expérience et les bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption ; y compris la mise en place d'une base des données.

Après analyse de son contexte, la LICOCO, avec l'accompagnement du Bureau d'études ADECOM, a traduit les perspectives souhaitées en résultats atteignables d'ici 5 ans. Elle a ensuite identifié les actions à mener par ordre de priorité et défini les ressources nécessaires pour leur mise en œuvre. Un dispositif de suivi-évaluation a été mis en place et des mécanismes pour faire de la LICOCO une organisation professionnelle et de référence en matière de lutte contre la corruption et l'impunité en RDC.

Cette stratégie devra être assortie des plans opérationnels annuels.

I. PRESENTATION DE LA LICOCO

I.1. Genèse (Historique)

La LICOCO a été créée en 2004 par les acteurs engagés dans la lutte contre la corruption.

La motivation de création de cette association ressort du constat fait sur la problématique de la corruption en RDC.

Parmi les facteurs ayant conduit à la création de la LICOCO figurent notamment :

- Le faible engagement des acteurs sociaux dans la thématique de la corruption et l'impunité ;
- Le nombre limité d'organisations au sein de la Société civile congolaise impliquées dans cette thématique de la lutte contre la corruption ;
- La nécessité et l'urgence de poursuivre la lutte pour les droits humains en mettant l'accent sur la lutte contre la corruption.

I.2. Vision de la LICOCO

En 2009, la vision de la LICOCO a été formulée comme suite :

« La LICOCO vise une société congolaise où la lutte contre la corruption est mise en avant plan, où toutes les formes de corruption sont bannies, les détourneurs sont poursuivis et sanctionnés conformément à la loi et les richesses du pays profitent à tous les congolais ; la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion de la chose publique sont assurées ».

I.3. Mission de la LICOCO

En 2009, la mission de la LICOCO était ainsi définie :

« La mission primordiale de la LICOCO est de réduire l'acceptation sociale de la corruption et de l'impunité comme mode de vie et de gestion publique d'une part et d'autres part, de mobiliser les hommes et les femmes comme acteurs de changement afin d'induire de nouvelles attitudes et pratiques vis-à-vis de ces anti valeurs en RDC ».

I.4. Axes d'interventions

Les axes développés en 2009 :

- Premier axe : la mobilisation sociale
- Deuxième axe : le plaidoyer
- Troisième axe : le contrôle citoyen ou surveillance de la gestion
- Quatrième axe : le renforcement des capacités des acteurs

II. METHODOLOGIE ET ETAPES D'ELABORATION

a) Approche méthodologique

L'approche méthodologique pour l'élaboration du présent Plan stratégique a combiné trois approches, à savoir:

▪ Approche documentaire :

Les consultants ont procédé par l'analyse des documents en la matière au niveau local et national. Les textes de base de la LICOCO, les documents techniques ont été passés en revue à cet effet.

Cette analyse documentaire a permis de cerner d'autres mesures fermes prises par les orientation ainsi que toute la problématique de l'existence, du fonctionnement et de travail de la LICOCO.

▪ Approche participative

Les Consultants ont organisé des entretiens pour un diagnostic participatif de la situation. Ce diagnostic s'est fait avec les différentes parties prenantes identifiées par le travail de la LICOCO. Pour cela, les Consultants ont utilisé des entretiens avec les personnalités de différents organes de LICOCO : membres fondateurs, membres du Conseil d'administration, membres de l'équipe technique et partenaires de terrain et éventuellement les institutions publiques généralement et les personnes ressources des structures ciblées dans ce domaine.

Ensuite, un atelier comportant des focus groups et des séances plénières a été organisé.

L'atelier a porté sur les points suivants :

- Identification des problèmes liés à la corruption; un recensement des besoins sera fait et présentés lors des ateliers pour confirmation ;
- Une analyse SWOT permettra de bien analyser les forces, faiblesses, opportunités et menaces du secteur de l'environnement de travail interne et externe de la LICOCO ;
- Analyse des grands axes stratégiques d'intervention pour l'intégration de la lutte contre la corruption ;
- Adoption d'une vision intégrée et holistique de la lutte contre la corruption ;
- Mise à jour du diagnostic organisationnel de la LICOCO
- Définition des grandes lignes du plan stratégique pour les 5 prochaines années.

▪ Restitution et validation du plan.

Un atelier de restitution de la synthèse des travaux avec l'équipe restreinte de la LICOCO. Cet atelier a permis aux participants de valider les résultats de leurs travaux coulés sous forme de document. Il a permis de recueillir des observations et remarques des membres de la LICOCO afin de les intégrer dans le plan.

b) Etapes suivies dans l'élaboration du PS

Sur base de la méthodologie présentée in supra, les étapes suivantes ont été mises à contribution pour l'élaboration du présent Plan Stratégique(PS) :

- 1) la revue documentaire : collecte des données
- 2) Consultations des parties prenantes :

- 3) L'analyse documentaire en vue de l'élaboration de la première ébauche du PS;
 - 4) Organisation de l'atelier participatif de diagnostic institutionnel et opérationnel de la LICOCO ;
 - 5) Elaboration du Draft complet/ ébauche du PS ;
 - 6) Atelier de validation du plan ;
 - 7) Intégration des observations et remarques de l'équipe ;
 - 8) Elaboration du rapport final : intégration des observations de l'équipe ;
 - 9) Validation de la version définitive par la LICOCO
- 

III. ANALYSE DU CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PLAN STRATEGIQUE

III.1. Analyse des problèmes

Voici les principaux problèmes de la LICOCO liés au fonctionnement :

- ✓ Faible appropriation de la vision de la LICOCO, faible participation des membres à la vie associative de la LICOCO
- ✓ Faible communication des activités à l'interne, Faible communication dans le suivi de certains projets,
- ✓ Faible protection des activistes de lutte anti – corruption,
- ✓ Faible renforcement des capacités dans les thématiques spécifiques de la LICOCO
- ✓ Faible couverture géographique du territoire national : Faible représentativité de la LICOCO au niveau national :

Les problèmes liés à la mise en œuvre de ses activités :

- ✓ Le gouvernement ne facilite pas la lutte contre la corruption et l'impunité : Non-assistance financière du gouvernement congolais à la LICOCO, accès limité au suivi budgétaire des fonds publics, faible collaboration avec les autorités judiciaires pour lutter contre l'impunité, absence de cadre légal pour promouvoir la transparence, l'éthique et l'intégrité ainsi que de la protection des activistes anti – corruption
- ✓ L'insuffisance des ressources financières : les conditions contraignantes des bailleurs des fonds, faible capacité de négociation des OSC pour les financements.
- ✓ Faible implication et participation de la population congolaise dans la thématique corruption : peu d'OSC impliquées dans la thématique, faible pourcentage de la population congolaise touchée par les messages de lutte anti-corruption, faible collaboration avec le secteur privé.

III.2. Analyse FFOM (Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces)

Cette analyse des problèmes ci – dessus est complétée par le tableau d'analyse FFOM suivant :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de mobilisation sociale (dénonciation, sensibilisation,...) - Existence de l'approche CAJAC (centre d'assistance juridique et d'action citoyenne) qui implique les communautés de base - Dynamisme et engagement de l'équipe de la LICOCO dans la lutte au prix de la vie de ses membres - L'adhésion à TI offre la considération, crédibilité et reconnaissance - Référence dans la lutte contre la corruption - Expertise acquise 	<ul style="list-style-type: none"> - Persistance de la peur - Faible visibilité dans les médias - Faible collaboration avec les OSC d'autres secteurs thématiques - Faible participation des membres à la vie associative - Faible capacité technique des membres de l'équipe
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture de TI 	<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité (intimidation,

<ul style="list-style-type: none"> - NTIC (internet, GPS,) - Le processus électoral : nombres de projets de société des candidats intègrent la lutte contre la corruption - Ouverture des institutions (Présidence, parlement, Ministères,...) - Invitation aux échanges d'expérience au niveau régional et international 	<p>harcèlement, attaques personnalisées)</p> <ul style="list-style-type: none"> - La non organisation des élections - Le trafic d'influence - Refus / limitation d'accès à l'information publique sous prétexte de secret d'état
---	---

III.3. Défis majeurs persistants

- ⇒ Immensité du territoire national,
- ⇒ Coordination des actions de lutte contre la corruption,
- ⇒ Protection du personnel et des activistes,
- ⇒ Impunité des cas de corruption,
- ⇒ Mobilisation des fonds,
- ⇒ Volontariat des membres.

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PLAN 2019 - 2023

IV.1. Actualisation de la vision et de la mission

IV.1.1. Vision :

« La LICOCO vise une société congolaise où la lutte contre la corruption est mise en avant plan, où toutes formes de corruption sont bannies, les droits sont respectés, les lois appliquées, les richesses du pays profitent à tous et la bonne gouvernance de la chose publique assurée».

IV.1.2. Mission :

« La mission primordiale de la LICOCO est de réduire l'acceptation sociale de la corruption, de lutter contre l'impunité comme mode de vie et de gestion publique d'une part, et d'autre part promouvoir l'éthique et l'intégrité au sein de la population».

Cette mission est soutenue par les valeurs cardinales suivantes : **Transparence, éthique, intégrité et bonne gouvernance.**

IV.2. Changements majeurs

- La LICOCO est une institution professionnelle et experte ;
- Les autorités s'engagent à appliquer les lois, à sanctionner les auteurs avérés de la corruption et à protéger les acteurs de lutte contre la corruption ;
- La LICOCO, les OSC et le secteur privé développent des partenariats pour rendre plus efficace la lutte contre la corruption et l'impunité et protègent suffisamment les acteurs de lutte contre la corruption.

IV.3. Axes stratégiques

Le présent plan comporte cinq axes stratégiques à savoir:

- **L'appui institutionnel** : cet axe met l'accent sur le renforcement des capacités de la LICOCO des membres et la structure LICOCO à travers le fonctionnement efficace des organes et sa représentativité nationale.
- **Le plaidoyer et lobbying auprès des autorités politico administratives (APA)** : il s'agit de toutes les actions en vue de la prévention de la corruption et de l'application des lois et mettre fin à l'impunité.
- **La Mobilisation sociale et partenariat** : À travers cet axe, la LICOCO poursuivra les campagnes et renforcera son partenariat avec tous les acteurs de lutte en assurant la protection des activistes anti-corruption. La LICOCO devra également renforcer et promouvoir le partenariat avec les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé.
- **La mobilisation de ressources nécessaires** à la mise en œuvre du plan stratégique et au fonctionnement institutionnel de la LICOCO tout en promouvant le fundraising.
- **La recherche, documentation et publication** : en vue de vulgariser les connaissances, d'assurer le contrôle citoyen sur les institutions et de partager l'expérience et les bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption ; y compris la mise en place d'une base des données.

IV.4. Objectifs

IV.4.1. Objectif global

La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de la corruption et de l'impunité en RDC.

IV.4.2. Objectifs spécifiques

- D'ici fin 2023, la LICOCO est une institution professionnellement experte, modèle référentiel dans la lutte contre la corruption et largement représentée en RDC
- D'ici 2023, les autorités politico-administratives s'engagent efficacement à lutter contre la corruption et l'impunité en RDC.
- D'ici 2023, la LICOCO, les OSC et les acteurs du secteur privé développent des partenariats pour rendre plus efficace la lutte contre la corruption et l'impunité et protègent suffisamment les acteurs de lutte contre la corruption
- Au cours de la période d'exécution du plan stratégique, La LICOCO mobilise les ressources financières suffisantes pour sa mise en œuvre.
- Au cours de la période d'exécution du plan, une base des données sur les cas avérés de corruption et d'impunité existe.

IV.5. Résultats

Axe 1 : renforcement institutionnel

- ✓ R1.1 : 60% des membres de la LICOCO ont une expertise sur les différentes thématiques liées à la lutte contre la corruption;
- ✓ R1.2 : Au moins 60% de l'ensemble des membres de la LICOCO contribuent, participent activement et mobilisent plus de 5% du budget de fonctionnement d'ici fin 2023,
- ✓ R1.3 : LICOCO est modèle dans la lutte contre la corruption et son fonctionnement interne reflète les valeurs de transparence, de redevabilité d'éthique et d'intégrité.
- ✓ R1.4 : D'ici la fin du plan stratégique, La LICOCO est présente et opérationnelle dans au moins 30% du territoire national.

Axe 2 : Le plaidoyer/lobbying auprès des autorités/décideurs

- ✓ R2.1 : D'ici 2023, les APA font des questions de corruption et d'impunité des priorités par la prévention et l'application des lois et normes anti-corruption.
- ✓ R2.2 : D'ici 2023, les cas d'impunité liés à la corruption avérés des dirigeants politiques et économiques sont réduits de 30% grâce à des actions judiciaires et de dénonciation.

Axe 3 : La mobilisation sociale et partenariat : information, éducation, sensibilisation, communication et partenariat.

- ✓ R3.1 40% de la population sensibilisée dont 10% de jeunes de 15 à 25 ans en milieux scolaires et universitaires , 10% de femmes et 20% d'hommes de 26 à 65 ans en milieux professionnels

changent positivement leurs comportements, attitudes et pratiques face à la corruption et à l'impunité dans leurs milieux respectifs ;

- ✓ R3.2 : 100% des CAJAC mis en place sont opérationnels dans l'ensemble des provinces touchées par l'intervention de la LICOCO, dénoncent des cas avérés et documentés de corruption et d'impunité ;
- ✓ R3.3 : Les acteurs de la société civile sont suffisamment outillés aux techniques de plaidoyer, d'analyse sociale et de monitoring des cas de corruption et se mobilisent pour lutter contre toutes formes de corruption ;
- ✓ R3.4 : Les acteurs de lutte contre la corruption sont suffisamment protégés grâce à des mesures efficaces de sécurité au niveau interne et au niveau externe ;
- ✓ R3.5 : Un réseau des partenariats avec les OSC et le secteur privé est opérationnel et facilite les synergies et les échanges de connaissances et de pratiques.

Axe 4 : La mobilisation des ressources

- ✓ R4.1 : D'ici 2023, les moyens et ressources financiers nécessaires pour la mise en œuvre du PS sont suffisants et disponibles ;
- ✓ R4.2 : D'ici 2023, un plan de fundraising pour soutenir les activités et le fonctionnement de la LICOCO existe.

Axe 5 La Recherche, Documentation, Publication

- ✓ R5. Les cas de corruption et d'impunité sont régulièrement monitorés, documentés et capitalisés à travers une base de données.

IV.6. Principaux indicateurs et sources de vérification

- ✓ % de membres de la LICOCO formés et ayant l'expertise
- ✓ % des membres qui contribuent au budget de fonctionnement,
- ✓ % des membres de la LICOCO qui contribue au fonctionnement du budget
- ✓ Exemple de référence sur la LICOCO, degré de sollicitation
- ✓ % de bureaux installés et opérationnels
- ✓ Types de mesures,
- ✓ Nombre des lois votées et promulguées,
- ✓ Nombre d'arrêtés, mesures prises,
- ✓ Types de mesures et lois prises,
- ✓ Proportion entre les cas soumis en justice et sanctionnés
- ✓ % de de la population sensibilisée par catégorie,
- ✓ Degré de changement des CAP,
- ✓ % de bureaux installés et opérationnels,
- ✓ Nombre des cas reçus et transférés auprès des services compétents
- ✓ Nombre des OSC outillés dans l'analyse
- ✓ Types de mesures sécurisant les activistes,
- ✓ Nombre d'activistes victimes bénéficiaires des mesures de sécurité
- ✓ Existence d'un réseau de partenariat avec les OSC,
- ✓ Degré/niveau d'interactions et d'échanges de connaissances accrus
- ✓ Existence d'un fundraising
- ✓ Existence d'une base des données

IV.6.2. principales sources de vérification

- ✓ Rapport de formation,
- ✓ Listes de présence,
- ✓ Témoignages,
- ✓ Fiches d'appréciation
- ✓ Fiche de cotisation,
- ✓ Bons d'entrée caisse,
- ✓ Rapport financier
- ✓ Rapport CAJAK
- ✓ Contrat de bail / titre de propriété
- ✓ Acte de cession,
- ✓ Rapport présence du personnel
- ✓ Journal officiel,
- ✓ Registre des cas,
- ✓ Rapport du greffier
- ✓ Rapport d'activités,
- ✓ Liste des présences,
- ✓ TDR de formation,
- ✓ Photos,
- ✓ Module de formation

IV.7. Hypothèses et analyse des risques

IV.7.1. Hypothèses :

- Implication suffisante et disponibilité de tous les membres
- Volontariat des membres
- Implication des parties prenantes
- Implication et participation du groupe concerné
- Disponibilité et expertise du personnel requises
- La collaboration garantie des OSC
- Mise en œuvre et respect des mesures de sécurité
- La collaboration garantie des OSC

IV.7.2. Analyses des risques :

RISQUES	MESURES DE GESTION
1. Persistance dans le chef de certains acteurs et de la population des attitudes et comportements négatifs	- Sensibilisation - Information ciblée en fonction de l'analyse des DE - Alliances stratégiques
2. L'étendue géographique de l'aire de couverture progressive du programme.	- Ciblage des sites d'intervention progressif - Décentralisation des activités et transfert des compétences aux acteurs locaux
3. L'insuffisance des moyens financiers	- Diversification des bailleurs des fonds - Élaboration des projets - Approche Fundraising
4. Leadership concurrentiel, conflits d'intérêt / influences	- Implication de toutes les parties prenantes; honnêteté dans les partenariats ;
5. Refus des autorités politico-administratives de favoriser la législation favorable à la lutte contre la corruption et l'impunité	- Alliances stratégiques avec les APA ; - Faciliter leur implication pour les engagements

IV.8. Principales activités

- 1.1.1. Organiser les ateliers de renforcement des capacités des membres de la LICOCO ;
- 1.2.1. Organiser des activités de sensibilisation sur la vision de l'institution et la gouvernance interne ;
- 1.3.1. Publier des rapports financiers, audit et activités sur le site Web
- 1.4. 1. Installer les bureaux de représentation au niveau provincial dans les provinces ciblées ;
- 2.1.1. Organiser un forum sur la situation de la corruption et de l'impunité en RDC ;
- 2.1.2. Organiser une campagne de plaidoyer pour la réforme des lois/normes, la ratification et l'application des instruments régionaux et internationaux, en vue de renforcer la lutte contre la corruption;
- 2.1.3. Organiser des campagnes de sensibilisation pour l'adoption du pacte d'intégrité par les entreprises du secteur privé et la déclaration des avoirs auprès des APA ;
- 2.1.4. Produire des rapports d'analyse des réformes sectorielles (mines, justice, forêt, hydrocarbures, finances) tenant compte des aspects de la lutte contre la corruption ;
- 2.1.5. Produire des rapports de contrôle citoyen sectoriel (budget, changement climatique, industries extractives, éducation, santé,.....)

- 2.2.1. Identifier, rapporter et suivre les cas avérés de corruption auprès des cours et tribunaux ;
- 3.1.1. Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux professionnels, des associations féminines, les églises,...
- 3.2.1. Cfr activité 3.1.1.
- 3.3.1. Organiser des sessions des formations avec les parties prenantes sur les techniques de plaidoyer, analyse sociale et monitoring des cas des corruptions
- 3.4.1. Mener des actions de plaidoyer et lobbying pour l'adoption d'une loi protégeant les dénonciateurs et les défenseurs des droits de l'homme ;
- 3.5.1. Organiser des activités d'échange d'expérience (Forum, Table ronde, conférence, atelier ...) ;
- 3.5.2. Organiser des consultations avec les parties prenantes concernées pour une mise en place d'une plate-forme d'acteurs de lutte contre la corruption ;
- 3.5.3. Mener une étude sur l'intégrité dans les milieux des affaires en RDC ;
- 3.5.4. Faciliter la création d'un cadre de concertation des responsables des PME visant la promotion de l'intégrité dans les milieux des affaires
- 4.1.1. Développer des stratégies et capacités de négociation des ressources financières avec les bailleurs des fonds ;
- 4.2.1. Réfléchir sur les mécanismes de création d'un fundraising ;
- 5.1.1. Publier 1 rapport du système national d'intégrité pour les 5 prochaines années ;
- 5.1.2. Publier des cas de corruption avérés (3 cas par an) ;
- 5.1.3. Publier 1 rapport de baromètre mondial sur la corruption pour les 5 prochaines années ;
- 5.1.4. Publier un rapport sur la gouvernance des partis politiques (1 rapport sur 5 ans) ;
- 5.1.5. Produire des rapports de contrôle citoyen sectoriel (budget, changement climatique, industries extractives, éducation, santé,.....)
- 5.1.6. Vulgariser les activités ou acquis de la LICOCO.

IV.9. Cadres logiques

Cadre logique pour l'axe 1

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources /moyens de vérification	Hypothèses
<p>Impact: La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de la corruption et de l'impunité en RDC.</p>	Existence d'un mouvement social de lutte contre la corruption, existence de bonnes pratiques,	-Les enquêtes CAP -le rapport d'enquête -témoignages des membres du mouvement	
<p>Effet 1 : <i>D'ici fin 2023, la Licoco est une institution professionnellement experte, modèle référentiel dans la lutte contre la corruption et largement représentée en RDC.</i></p>	-fonctionnement normal des organes, niveau de compétences des membres de l'équipe, niveau de transparence, existence des rapports sur le site web, Existence des bureaux provinciaux	Rapports d'activités, site Web, PV des organes, les témoignages des bénéficiaires	-Implication effective de l'équipe et des membres, disponibilité d'une expertise
<p>Résultats attendus :</p>			
R1.1 :60% des membres de la Licoco ont une expertise sur les différentes thématiques liées à la lutte contre la corruption	% de membres de la LICOCO ayant l'expertise	Rapport de formation, listes de présence, témoignages, fiches d'appréciation, rapport thématique publié, rapport d'enquête de satisfaction	Implication suffisante et disponibilité de tous les membres
R1.2 : Au moins 80% de l'ensemble des membres de la LICOCO contribuent, participent activement et mobilisent plus de 5% du budget de fonctionnement d'ici fin 2023.	% du budget de fonctionnement mobilisé par les membres	Fiche de cotisation, bons d'entrée caisse, rapport financier	Les membres s'offrent comme des véritables Volontaires
R1.3 : LICOCO est modèle dans la lutte contre la corruption et son fonctionnement interne reflète les	-fonctionnement normal des organes, niveau de	Rapport d'activité, site Web, PV des réunions d'organes,	Implication suffisante et disponibilité de tous les

valeurs de transparence, de redevabilité, d'éthique et d'intégrité.	compétences des membres de l'équipe, niveau de transparence, existence des rapports sur le site Web,	témoignages des citoyens	membres, le professionnalisme dans le travail
R1.4: D'ici 2023, La LICOCO est présente et opérationnelle dans au moins 30% du territoire national.	% du territoire national couvert, nombre de bureaux installés et opérationnels	Contrat de bail / titre de propriété Acte de cession, rapport présence du personnel	
ACTIVITES			
1.1.1. Organiser des ateliers de renforcement des capacités des membres de la LICOCO	Nombre d'ateliers organisés	-Rapports de formation, listes de présence.	Disponibilité des membres
1.2.1. Organiser des activités de sensibilisation sur la vision de l'institution et la gouvernance interne	Nombre et types d'activités organisés	Rapports d'activités de sensibilisation, PV des réunions d'organes, rapport des organes, listes de présence	Les membres ont des comportements favorables au travail de la LICOCO
1.3.1. Publier des rapports financiers, audit et activités sur le site web	Existence des rapports sur le site Web	Site Web	Le site web opérationnel
1.4.1. Installer des bureaux de représentation au niveau provincial dans les provinces ciblées	Existence des bureaux de représentation, la présence des agents au bureau	Constat physique du bureau, listes de présence	
Conditions préalables :			Les ressources financières nécessaires pour le plan sont suffisamment mobilisées.

Cadre logique pour l'axe 2 :

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources /moyens de vérification	Hypothèses
<p>Impact: La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de la corruption et de l'impunité en RDC.</p>	Existence d'un mouvement social de lutte contre la corruption, existence de bonnes pratiques, taux de réduction de la corruption	-Les enquêtes CAP -le rapport d'enquête -témoignages des membres du mouvement	
<p>Effet 2 D'ici 2023, les autorités politico-administratives s'engagent efficacement à lutter contre la corruption et l'impunité en RDC.</p>	Niveau de participation des APA dans des activités de lutte contre la corruption,	Rapports d'indice de corruption	Volonté politique, implication effective des APA
R2.1 : D'ici 2023 les pouvoirs politiques font des questions de corruption et d'impunité des priorités par la prévention et l'application des lois et normes anti-corruption.	Types et nombre de mesures prises, types et nombre des lois votées et promulguées, types et nombre d'arrêtés pris, proportion entre les cas soumis en justice et sanctionnés	Journal officiel, registre des cas, rapport du greffe	Implication des parties prenantes
R2.2 : D'ici 2023, les cas d'impunité liés à la corruption avérée des dirigeants politiques et économiques sont réduits à 30% grâce à des actions judiciaires et de dénonciation	% des cas de corruption dénoncés et sanctionnés	Registre de greffe, copie de jugement, liste des condamnés pour cas de corruption	engagement des APA, l'impartialité des juges
2.1.1. Organiser un forum sur la situation de la corruption et de l'impunité en RDC	Nombre de participants, taux de participation des parties prenantes : APA/ANE	TDR, listes de présence, rapport de l'atelier, photos	disponibilité des parties prenantes
2.1.2. Organiser une campagne de plaidoyer pour la réforme des lois/normes, la ratification et l'application	Nombre de campagnes menées, nombre des lois	Rapports d'activités, PV des	Mise en application des lois et

des instruments régionaux et internationaux, en vue de renforcer la lutte contre la corruption	révisées, nombre des instruments régionaux et internationaux ratifiés	réunions, JO	des mesures, engagement des APA Disponibilité des bénéficiaires
2.1.3. Organiser des campagnes de sensibilisation pour l'adoption du pacte d'intégrité par les entreprises du secteur privé et la déclaration des avoirs auprès des APA	Nombre de campagnes de sensibilisation, catégories et nombre de personnes touchées.	Rapport d'activités, listes de présence	Disponibilités des bénéficiaires
2.1.4. Produire un rapport d'analyse des réformes sectorielles (mines, justice, forêt, hydrocarbures, finances) tenant compte des aspects contre la corruption	Nombre de rapports d'analyse produits tenant compte des aspects anti – corruption	-Rapports d'activités,	Disponibilité des ressources et de l'expertise
2.1.5. Produire des rapports de contrôle citoyen sectoriel (budget, changement climatique, industries extractives, éducation, santé,...)	Nombre des rapports de contrôle citoyen selon le secteur	Rapports d'activités	Disponibilité des ressources et de l'expertise
2.2.1. Identifier, rapporter et suivre les cas avérés de corruption auprès des cours et tribunaux	Nombre des cas identifiés, rapportés et suivis	Formulaires d'identification CAJAC, registre du greffe	Volonté politique, réforme des lois sur les immunités et privilèges, Accès à l'information
			Conditions préalables : Les ressources financières nécessaires pour le plan sont suffisamment mobilisées.

Cadre logique pour l'axe 3

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources /moyens de vérification	Hypothèses
Impact: La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de	Existence d'un mouvement social de lutte contre la corruption, existence de bonnes pratiques,	-Les enquêtes CAP -le rapport d'enquête -témoignages des membres du mouvement	

Plan Stratégique LICOCO

la corruption et de l'impunité en RDC.			
Effet 3 : D'ici 2023, la LICOCO et OSC et les acteurs du secteur privé développent des partenariats pour rendre plus efficace la lutte contre la corruption et l'impunité et protègent suffisamment les acteurs de la lutte contre la corruption.	Qualité des partenariats développés, existence des mesures de protection des acteurs de la lutte contre la corruption,	Listes de présence, PV des réunions, documents de mesures de protection	Collaboration des OSC et secteurs privés
R3.1 40% de la population sensibilisée dont 10% des jeunes de 15 à 25 ans en milieux scolaires et universitaires , 10% des femmes et 20% des hommes de 26 à 65 ans en milieux professionnels changent positivement leurs comportements, attitudes et pratiques face à la corruption et à l'impunité dans leurs milieux respectifs.	% de de la population sensibilisée par tranche d'âge et sexe, niveau de changement des CAP,	Rapports d'enquête CAP, rapport d'activités	Implication et participation des groupes concernés
R3.2 : 100% des CAJAC mis en place sont opérationnels dans l'ensemble des provinces touchées par l'intervention de la LICOCO, dénoncent des cas avérés et documentés de corruption et d'impunité	% de bureaux installés et opérationnels, nombre des cas reçus et transférés auprès des services compétents	rapport présence du personnel, rapport CAJAC	Disponibilité et expertise du personnel requises
R3.3 : Les acteurs de la société civile sont suffisamment outillés aux techniques de plaidoyer et d'analyse sociale, de monitoring des cas de corruption pour se mobiliser et lutter contre toutes formes de corruption dans leurs milieux.	Nombre des OSC outillés nombre de cas rapportés par les OSC	Rapport d'activités, listes des présences, TDR de formation, photos, module de formation	La collaboration assurée des OSC
R3.4 : Les acteurs de lutte contre la corruption sont suffisamment protégés grâce à des mesures efficaces de sécurité au niveau interne et au niveau externe.	Types de mesures sécurisant les acteurs de lutte, nombre d'activistes victimes bénéficiaires des mesures de sécurité	Rapport d'activités, témoignages des victimes, règlements internes du personnel, journal officiel	Mise en œuvre et respect des mesures de sécurité
R3.5 : Un réseau des partenariats avec les OSC et le secteur privé est opérationnel et facilite les synergies et les échanges de connaissances et de pratiques	Existence d'un réseau de partenariat avec les OSC, degré/niveau d'interactions et d'échanges de connaissances accrus	Accord de collaboration, PV de rencontres,	La collaboration garantie des OSC et du secteur privé
3.1.1. – 3.2.1 Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux	Nombre de campagnes organisées, nombre de plaintes reçues, nombre de	Photos, listes de présence, rapport de campagne, supports produits, formulaire de dépôt	Implication/participation de la population

professionnels,	participants, catégorie des cas reçus, thématiques de sensibilisation		
3.3.1. Organiser des sessions des formations avec les parties prenantes sur les techniques de plaidoyer, analyse sociale et monitoring des cas des corruptions	Nombre de sessions organisées, nombre d'acteurs des OSC formés, thématiques abordées	-Rapports de formation, photos, listes de présence, modules	Collaboration des OSC assurée
3.4.1. Mener des actions des plaidoyers et lobbying pour l'adoption d'une loi protégeant les dénonciateurs et les défenseurs des droits de l'homme	Existence d'une loi, nombre d'actions de plaidoyer menées	JO, rapport de plaidoyer	Les décideurs sont impliqués, engagés et adhèrent à la démarche
3.5.1. Organiser des activités d'échange d'expérience (Forum, Table ronde, conférence, atelier ...)	Nombre et types d'activités organisées, nombre de participants,	Rapports d'activités, photos, supports, CD/DVD, ordre de mission	Volonté des parties prenantes à partager les expériences
3.5.2. Organiser des consultations avec les parties prenantes concernées pour une mise en place d'une plateforme d'acteurs de lutte contre la corruption.	Nombre de partenaires consultés et disposés à participer à la plate – forme, existence de la plate – forme	PV de réunions, interview, questionnaire	Volonté des parties prenantes à partager les expériences
3.5.3. Mener une étude sur l'intégrité dans les milieux des affaires en RDC	Existence de l'étude	Rapport d'études	Expertise et accès à l'information
3.5.4. Faciliter la création d'un cadre de concertation des responsables des PME visant la promotion de l'intégrité dans les milieux des affaires	Existence du cadre de concertation des PME	PV de réunion, liste de présence	La disponibilité et engagement des responsables des PME
Conditions préalables :			Les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du plan sont mobilisées.

Cadre logique pour l'axe 4

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources /moyens de vérification	Hypothèses
<p>Impact: La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de la corruption et de l'impunité en RDC.</p>	Existence d'un mouvement social de lutte contre la corruption, existence de bonnes pratiques,	-Les enquêtes CAP -le rapport d'enquête -témoignages des membres du mouvement	
Effet 4 : Au cours de la période d'exécution du plan stratégique, La LICOCO mobilise les ressources financières suffisantes pour sa mise en œuvre.	disponibilité des ressources financières	Contrat de financement, rapport financier, relevé bancaire	Stratégies efficaces de mobilisation des fonds
R4.1 : D'ici 2023, les moyens et ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du PS sont suffisants et disponibles.	Existence des moyens financiers pour la mise en œuvre du PS	Rapport financier	Expertise de l'équipe dans la mobilisation des moyens
R4.2 : D'ici 2023, un plan de fundraising pour soutenir les activités et le fonctionnement de la LICOCO existe	Existence d'un plan fundraising	Document du plan de fundraising	Avoir une bonne cartographie des bailleurs des fonds
4.1.1. Développer des stratégies et capacités de négociation des ressources financières avec les bailleurs des fonds	Existence du financement, existence des projets bancables	Contrat document des projets élaborés	Avoir une bonne cartographie des bailleurs des fonds engagement des bailleurs pour le financement
4.2.1. Organiser un atelier de réflexion sur les mécanismes de fundraising	1 Atelier organisé, nombre des participants	Rapport d'atelier, photos.	Disponibilité des membres, disponibilité d'un expert
			Condition préalable : les ressources financières mobilisées.

Cadre logique pour l'axe 5

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources /moyens de vérification	Hypothèses
Impact: <i>La LICOCO contribue à l'émergence d'un mouvement social d'acteurs publics et sociaux qui luttent contre toutes les formes de corruption afin de provoquer un changement fondamental d'attitudes et de comportements à l'égard de la corruption et de l'impunité en RDC.</i>	Existence d'un mouvement social de lutte contre la corruption, existence de bonnes pratiques,	-Les enquêtes CAP -le rapport d'enquête -témoignages des membres du mouvement	
Effet 5 : Au cours de la période d'exécution du plan, Une base des données sur les cas avérés de corruption et d'impunité existe.	Existence d'une base de données	Base des données	Disponibilité des données capitalisées
R5.1 : Les cas de corruption et d'impunité sont régulièrement monitorés, documentés et capitalisés à travers une base de données	Nombre de cas avérés de corruption	Base de données	Disponibilité des données capitalisées : statistiques
5.1.1. Publier 1 rapport du système national d'intégrité pour les 5 prochaines années	Nombre de rapport publié, type de rapport publié,	Rapport, site Web, N° de publication	Disponibilité de l'expertise accès à l'information publique
5.1.2. Publier des cas de corruption avérée (3 cas par an)	Nombres des cas de corruption avérée publiée	Rapports, coupure de presse, site Web	Disponibilité de l'expertise accès à l'information publique
5.1.3. Publier 2 rapports de baromètre mondial sur la corruption pour les 5 prochaines années	Nombre de rapports de baromètre publiés	Site Web, rapport, coupure de presse, N° de publication	Accès à l'information
5.1.4. Publier un rapport sur la gouvernance des partis politiques (1 rapport sur 5 ans)	Nombre de rapport	Site Web, rapport, coupure de presse, N° de publication	Disponibilité de l'expertise, accès à l'information des parties politiques
5.1.5. Cfr 2.1.5.			
5.1.6. Vulgariser les activités ou acquis de la LICOCO	Nombre des séances de vulgarisation, type du public touché	Rapport d'activité liste de participant supports	disponibilité des bénéficiaires
			Conditions préalables : Les ressources financières

	nécessaires pour le plan sont mobilisées assurées.
--	--

IV. 10. Mise en œuvre : coordination, financement, suivi et évaluation.

IV.10.1. Coordination :

Le plan sera coordonné à différents degrés par les structures suivantes de la LICOCO :

- Assemblée générale
- Conseil d'administration
- Coordination du Plan (pilotage): équipe technique
- Thématiques spécifiques
- Consultants
- Comité de surveillance: contrôle des ressources/moyens et qualité

IV.10.2. Parties prenantes

Partenaires	Sites d'intervention	Domaines de collaboration
Réseau des peuples autochtones local pour la gestion de l'écosystème forestier (REPALEF- ONG)	Toute la RDC	Les droits des peuples autochtones, conservation du savoir endogène, la gestion durable de forêt.
Groupe de travail climat REDD+ - rénové (GTCR-R)	Toute la RDC	La lutte contre les actions des changements climatiques, la gouvernance des ressources naturelles et les droits des communautés locales dans la REDD+
Dynamique de jeunes environnement et développement durable (DYJEDD)	Kinshasa et Mai Ndombe	La conservation, protection de l'environnement, la gestion durable des forêts de la RDC
Forest people programm (FPP)	Kinshasa	Les droits des peuples autochtones et communautés locales vivant dans la forêt, et les changements climatiques
GREENPEACE	Kinshasa	la gouvernance forestière
Observation de la gouvernance forestière (OGF)	Kinshasa	La surveillance de l'exploitation industrielle
Ministère provincial	Mai Ndombe	La Coordination provinciale de l'environnement, administrateur du territoire
Ministère de l'environnement et développement durable via la coordination nationale de la REDD+ en RDC (CNREDD), et le Fond national de la REDD+ en RDC	Kinshasa	La gouvernance forestière

(FONAREDD)		
Réseau ressources naturelles (RRN)	Kinshasa	La gouvernance forestière, les réformes de lois, droits des communautés locales et peuples autochtones, foncier et plaidoyer.
SARW	Kinshasa	Gouvernance dans le secteur minier, pétrolier et gazier
Secrétariat Technique de l'ITIE	Kinshasa	Transparence dans les paiements provenant des ressources naturelles
Ministère de la Justice	Kinshasa	Réforme de la Justice
Ministère des Mines	Kinshasa	Groupe Thématique Mines, Hydrocarbure et énergie
Ministère des Finances	Kinshasa	Réforme des Finances publiques
APNAC-RDC	Kinshasa	Lutter contre la Corruption et l'implication des membres de l'Assemblée Nationale
Cours des Comptes	Kinshasa	Contrôle des comptes de l'Etat
Inspection Générale des Finances	Kinshasa	Contrôle des entités publiques de l'Etat
DGDA, DGI, DGRAD	Kinshasa	Transparence dans la mobilisation des recettes internes du pays
Ministère du Budget	Kinshasa	Elaboration du budget
Commission ECOFIN du Parlement et du Sénat	Kinshasa	Elaboration du budget et Contrôle parlementaire

IV.10.3. Mobilisation des fonds : financement du PS

Sources de financement:

Partenaires potentiels	Domaines
TI	Mines
Gouvernement canadien	Mobilisation sociale
AFD	Gouvernance forestière
Ambassade de Belgique	Ressources naturelles et lutte contre la corruption

Opportunités attendues

Partenaires potentiels	Domaines
Union européenne	mobilisation sociale et Promotion du climat des

	affaires en RDC
RFN-Norvège	Gouvernance forestière
OSISA	Transparence dans les finances publiques
RF-UK	Gouvernance Forestière
DFID	Transparence dans les finances publiques
GIZ	Mines et Industries Extractives
CORDAID	Lutte contre la Corruption
Coopération Suédoise	Lutte contre la Corruption

IV.10.4. Suivi et évaluation

Système de suivi:

Le suivi se fera à différents niveaux :

- *Secrétariat exécutif : assure un suivi rapproché et de coordination*
- *Bureau de représentation provinciale : assure un suivi permanent dans l'exécution dans la province*
- *Conseil d'administration assure un suivi annuel*
- *Suivi au niveau thématique*

Des outils de suivi seront élaborés.

Evaluation :

- 1 auto évaluation annuelle
- 2 évaluations mi-parcours (2020 et 2022)
- 1 évaluation finale: 2023

IV.11. Chronogramme

ACTIVITES	PERIODE				
	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	ANNEE 4	ANNEE 5
Axe 1 : renforcement institutionnel					
Résultat 1.1. : Résultat 1.1 : 60% des membres de la Licoco sont formés sur les différentes thématiques d'intervention liées à la lutte anti-corruption traitées.					
1.1.1. Organiser les ateliers de renforcement des capacités des membres de la LICOCO.	X	X	X	X	X
Résultat 1.2 D'ici fin 2019, l'ensemble des membres de la Licoco, au moins 80% à travers tous les organes, contribuent et participent activement et mobilisent plus de 5% du budget de fonctionnement.					
1.2.1. Organiser activités de sensibilisation sur la vision de l'institution et la gouvernance interne.	X	X	X	X	X
Résultat 1.3 LICOCO est modèle dans la lutte contre la corruption et son fonctionnement interne reflète les valeurs de transparence, de redevabilité, d'éthique et d'intégrité.					
1.3.1. Publier des rapports financiers, audit et activités sur le site web	X	X	X	X	X
1.3.2. Publier les formulaires des conflits d'intérêt des membres du CA sur le site Web					
Résultat 1.4 : D'ici 2023, la Licoco est présente et opérationnelle dans au moins 30% du territoire national.					
1.4.1. Installer un bureau par an par provinces ciblées	X	X	X	X	X
AXE 2 : Plaidoyer/lobbying auprès des autorités politiques et administratives					
Résultat 2.1: D'ici 2023 les pouvoirs politiques font des questions de corruption et d'impunité des priorités par la prévention et l'application des lois et normes anti-corruption.					
2.1.1. Organiser un forum sur la situation de la corruption et de l'impunité en RDC.	X		X		
2.1.2. Organiser une campagne de plaidoyer pour la réforme des lois/normes, la ratification et l'application des instruments régionaux et internationaux, en vue de renforcer la lutte contre la corruption.	X	X	X	X	X

2.1.3. Organiser des campagnes de sensibilisation pour l'adoption du pacte d'intégrité par les entreprises du secteur privé et la déclaration des avoirs auprès des APA.	X	X	X	X	X
2.1.4. Produire un rapport d'analyse des réformes sectorielles (mines, justice, forêt, hydrocarbures, finances) tenant compte des aspects contre la corruption.	X	X	X	X	X
2.1.5. Produire des rapports de contrôle citoyen sectoriel (budget, changement climatique, industries extractives, éducation, santé,...).	X	X	X	X	X
Résultat 2.2 : D'ici 2023, les cas d'impunité liés à la corruption avérée des dirigeants politiques et économiques sont réduits à un pourcentage raisonnable (de 30%) grâce à des actions judiciaires et de dénonciation.					
2.2.1. Identifier, rapporter et suivre les cas avérés de corruption auprès des cours et tribunaux.	X	X	X	X	X
Axe 3. Mobilisation sociale et partenariat : information, éducation, sensibilisation, communication et partenariat.					
Résultat3.1. 40% de la population sensibilisée dont 10% des jeunes de 15 à 25 ans en milieux scolaires et universitaires , 10% des femmes et 20% des hommes de 26 à 50 ans en milieux professionnels changent positivement leurs comportements, attitudes et pratiques face à la corruption et à l'impunité dans leurs milieux respectifs.					
3.1.1. Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux professionnels	X	X	X	X	X
Résultat3.2 : 100% des CAJAC mis en place sont opérationnels dans l'ensemble des provinces touchées par l'intervention de la LICOCO, reçoivent et dénoncent des cas avérés et documentés de corruption et d'impunité.					
3.2.1. Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux professionnels.	-	-	-	-	-
Résultat3.3 : Les acteurs de la société civile sont suffisamment outillés aux techniques de plaidoyer et d'analyse sociale, de monitoring des cas de corruption					

pour se mobiliser et lutter contre toutes formes de corruption dans leurs milieux.					
3.3.1. Organiser les sessions des formations avec les agents de la LICOCO ; les acteurs de la Société civile et autres partenaires sur les techniques des plaidoyers, analyse sociale et monitoring des cas des corruptions.	X	X	X	X	X
Résultat 3.4 : Les acteurs de lutte contre la corruption sont suffisamment sécurisés grâce à des mesures efficaces de sécurité au niveau interne et au niveau externe.					
3.4.1. Mener les actions des plaidoyers et lobbying pour l'adoption d'une loi protégeant les dénonciateurs et les défenseurs de droit de l'homme.	X	X	X	X	X
Résultat 3.5 : Un réseau des partenariats avec les OSC et le secteur privé est opérationnel et facilite les synergies et les échanges de connaissances et de pratiques .					
3.5.1. Organiser des activités d'échange d'expérience (Forum, Table ronde, conférence, atelier ...)	X	X	X	X	X
3.5.2. Organiser des consultations avec les parties prenantes concernées pour une mise en place d'une plate-forme d'acteurs de lutte contre la corruption.	X	X	X	X	X
3.5.3. Mener une étude sur l'intégrité dans les milieux des affaires en RDC	X	X			
3.5.4. Faciliter la création d'un cadre de concertation des responsables des PME visant la promotion de l'intégrité dans les milieux des affaires.	X	X	X	X	X
Axe 4. Mobilisation des ressources.					
Résultat 4.1 : D'ici 2023 les moyens et ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PS sont suffisantes et disponibles.					
4.1.1. Développer des stratégies et capacités de négociation des ressources financières avec les bailleurs des fonds.	X	X	X	X	X
4.2.1. Réfléchir sur les mécanismes de création d'un fundraising au niveau interne.	X	X	X	X	X
Axe 5. Recherche, Documentation et publication.					
Résultat 5.1 : Les cas de corruption et d'impunité sont monitorés régulièrement, documentés et capitalisés à travers une base de données					
5.1.1. Publier 1 rapport du système national d'intégrité pour les 5 prochaines années	X			X	
5.1.2. Publier des cas de corruption avérée dans les différentes thématiques (3 cas	X	X	X	X	X

par an).					
5.1.3. Publier 2 rapports de baromètre mondial sur la corruption pendant les 5 prochaines années.	X			X	
5.1.4. Publier un rapport sur la gouvernance des partis politiques (1 rapport sur 5 ans)		X			
5.1.5. Cfr 2.1.5.					
5.1.6. Vulgariser les activités ou acquis de la LICOCO.	X	X	X	X	X

IV.12. Cadre des ressources

A. Ressources humaines :

- Administration (Secrétaire Exécutif, Responsable Administratif et Financier, Comptable, Assistante de direction, gardien...)
- Experts thématiques

Dans le cadre de ce plan, les thématiques suivantes sont retenues:

1° Transparence dans le secteur extractif (mines, forêts, hydraulique, foncier,...) ;

2° Evaluation d'impact et des institutions ;

3° Engagements internationaux : applications des conventions

4° Transparence des finances publiques (suivi budgétaire, passation des MP

5° Thèmes transversaux : Recherche-Documentation-Publication.

- Consultants
- Parties prenantes.

B. Ressources matérielles

Matériels	Transports	Bureautique
Mobiliers, appareils de communication, GPS, caméras,	-1 jeep 4x4; motos, canons rapides;	Équipements informatiques
Rétroprojecteurs,	Accessoires: gilets de sauvetage, casques, bottes, lampes torches	Lap tops, imprimantes, copieurs
Groupes électrogènes, gilets de sauvetage, casques, bottes,		Fournitures de bureau (papiers, cartouches, petits matériels de bureau

C. Sites d'interventions retenus

Neuf provinces sur vingt-six sont retenues comme sites d'intervention. Trois sites sont déjà opérationnels et six autres seront choisis e manière progressive. Il s'agit de :

N°	SITES : PROVINCES	OPERATIONNELS	ANNEE D'IMPLANTATION
1.	KINSHASA	X	
22.	MAI-NDOMBE	X	
3.	KONGO CENTRAL/ MATADI	X	
	KONGO CENTRAL MUANDA		
4.	ITURI		
5.	HAUT-KATANGA		
6.	LUALABA		
7.	2 AUTRES		

D. Budget

Axe stratégique 1 : Renforcement institutionnel						
Résultats	ACTIVITES A MENER	ESTIMATIONS BUDGETAIRES EN \$US				
		2019	2020	2021	2022	2023
<i>Résultat 1.1 : 80% des membres de la Licoco sont formés sur les différentes thématiques d'intervention liées à la lutte anti-corruption traitées.</i>	1.1.1. Organiser les ateliers de renforcement des capacités des membres de la LICOCO.	6000	3000	3000	3000	3000
<i>Résultat 1.2 D'ici fin 2019, l'ensemble des membres de la Licoco, au moins 80% à travers tous les organes, contribuent et participent activement et mobilisent plus de 5% du budget de fonctionnement.</i>	1.2.1. Organiser activités de sensibilisation sur la vision de l'institution et la gouvernance interne	3000	1000	1000	1000	1000
<i>Résultat 1.3 Licoco est modèle dans la lutte contre la corruption et son fonctionnement interne reflète les valeurs de transparence, de redevabilité, d'éthique et d'intégrité.</i>	1.3.1. Publier des rapports financiers, audit et activités sur le site web.	1000	1000	1000	1000	1000
	1.3.2. Publier les formulaires des conflits d'intérêt des membres du CA sur le site Web.	500	500	500	500	500
<i>R1.4 : D'ici 2023, la Licoco est présente et opérationnelle dans au moins 30% du territoire national.</i>	Installer un bureau par an par provinces ciblées.	7000	7000	7000	7000	7000
Axe stratégique 2 : Plaidoyer/lobbying auprès des autorités politiques et administratives						
<i>Résultat 2.1: D'ici 2023 les pouvoirs politiques font des questions de corruption et d'impunité des priorités par la prévention et l'application des lois et normes anti-corruption.</i>	2.1.1. Organiser un forum sur la situation de la corruption et de l'impunité en RDC	12000	-	12000	-	-
	2.1.2. Organiser une campagne de plaidoyer pour la réforme des lois/normes, la ratification et l'application des instruments régionaux et internationaux, en vue de renforcer la lutte contre la corruption	6000	5000	5000	5000	5000
	2.1.3. Organiser des campagnes de	3000	3000	2000	2000	2000

	sensibilisation pour l'adoption du pacte d'intégrité par les entreprises du secteur privé et la déclaration des avoirs auprès des APA					
	2.1.4. Produire un rapport d'analyse des réformes sectorielles (mines, justice, forêt, hydrocarbures, finances) tenant compte des aspects anti – corruption.	15000	15000	15000	15000	15000
	2.1.5. Produire des rapports de contrôle citoyen sectoriel (budget, changement climatique, industries extractives, éducation, santé,...)	10000	10000	10000	10000	10000
<i>Résultat 2.2: D'ici 2023, les cas d'impunité liés à la corruption avérée des dirigeants politiques et économiques sont réduits à un pourcentage raisonnable (de 30%) grâce à des actions judiciaires et de dénonciation.</i>	2.2.1. Identifier, rapporter et suivre les cas avérés de corruption auprès des cours et tribunaux.	10000	10000	10000	10000	10000
Axe stratégique 3 : Mobilisation sociale et partenariat : information, éducation, sensibilisation, communication et partenariat.						
<i>Résultat 3.1: 40% de la population sensibilisée dont 10% des jeunes de 15 à 25 ans en milieux scolaires et universitaires, 10% des femmes et 20% des hommes de 26 à 50 ans en milieux professionnels changent positivement leurs comportements, attitudes et pratiques face à la corruption et à l'impunité dans leurs milieux respectifs</i>	3.1.1. Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux professionnels	25000	25000	25000	25000	25000
<i>Résultat 3.2: 100% des CAJAC mis en place sont opérationnels dans l'ensemble des provinces touchées par l'intervention de la Licoco, reçoivent et dénoncent des cas avérés et documentés de corruption et d'impunité.</i>	3.2.1. Organiser la campagne de sensibilisation sur les thématiques ayant trait à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les écoles, universités, milieux professionnels.	-	-	-	-	-
<i>Résultat 3.3: Les acteurs de la société civile</i>	3.3.1. Organiser les sessions des	8000	8000	4000	4000	4000

<i>sont suffisamment outillés aux techniques de plaidoyer et d'analyse sociale, de monitoring des cas de corruption pour se mobiliser et lutter contre toutes formes de corruption dans leurs milieux.</i>	formations avec les agents de la LICOCO ; les acteurs de la Société civile et autres partenaires sur les technique des plaidoyers, analyse sociale et monitoring des cas des corruptions					
<i>Résultat 3.4 : Les activistes / militants anti-corruption sont suffisamment sécurisés grâce à des mesures efficaces de sécurité au niveau interne et au niveau externe.</i>	3.4.1. Mener les actions des plaidoyers et lobbying pour l'adoption d'une loi protégeant les dénonciateurs et les défenseurs de droit de l'homme	6000	5000	2000	2000	2000
<i>Résultat 3.5 : Un réseau des partenariats avec les OSC et le secteur privé est opérationnel et facilite les synergies et les échanges de connaissances et de pratiques.</i>	3.5.1. Organiser les activités d'échange d'expérience (Forums, Tables rondes, conférences, ateliers ...)	15000	10000	10000	10000	10000
	3.5.2. Organiser les consultations des parties prenantes concernées pour une mise en place d'une plate-forme d'acteurs de lutte contre la corruption	8000	4000	4000	4000	4000
	3.5.3. Mener une étude sur l'intégrité dans les milieux des affaires en RDC		50.000			
	3.5.4. Faciliter la création d'un cadre de concertation des responsables des PME visant la promotion de l'intégrité dans les milieux des affaires	10.000	5.000	5.000	5.000	5.000
Axe 4 : Mobilisation des ressources financières						
<i>Résultat 4.1 : D'ici 2023 les moyens et ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PS sont suffisantes et disponibles.</i>	4.1.1 Développer des stratégies et capacités de négociation des ressources financières auprès des Bailleurs des fonds	3000	2000	2000	2000	2000
<i>Résultat 4.2 : D'ici 2023, un fund-raising est constitué pour soutenir les activités et le fonctionnement de la Licoco.</i>	4.2.1. Réfléchir sur les mécanismes de création d'un fund raising au niveau interne	3000	1000	1000	1000	1000
Axe 5 : Recherche, Documentation, Publication (Axe transversal)						

<i>Résultat 5.1 : Les cas de corruption et d'impunité sont monitorés régulièrement, documentés et capitalisés à travers une base de données.</i>	5.1.1. Produire 2 rapports du système national d'intégrité pour les 5 prochaines années	80000	-	-	80000	-
	5.1.2. Publier des cas de corruption avérée dans les différentes thématiques (3 cas par an)	6000	6000	6000	6000	6000
	5.1.3. Publier 2 rapports de baromètre mondial sur la corruption pour les 5 prochaines années	20000	-	-	20000	-
	5.1.4. Publier un rapport sur la gouvernance des partis politiques (1 rapport sur 5 ans)	-	50000	-	-	-
	5.1.5. Cfr 2.1.5.					
	5.1.6. Vulgariser les activités ou acquits de la LICOCO	2000	2000	2000	2000	2000

CONCLUSION

Le présent document du Plan Stratégique de la LICOCO est un outil de travail à sa disposition pour renforcer et améliorer ses interventions dans le domaine de lutte contre la corruption et les antivaleurs subséquentes.

Il servira de cadre qui oriente ses actions. Les partenaires étatiques, de la société civile, les acteurs du secteur privé et les partenaires techniques et financiers, pourront y trouver tous et chacun, un axe de collaboration durant les cinq prochaines années.

Son appropriation à la fois par la population congolaise et toutes les Institutions demeure une priorité pour la réduction de façon sensible de la corruption dans notre pays. Le Bureau d'étude d'ADECOM Mokili-Mwinda se félicite d'en avoir assuré la facilitation pour son élaboration.

Le meilleur suivi pour sa mise en œuvre demande d'être mieux assuré pour des résultats escomptés et le changement majeur attendu.